

Grand Stade de l'OL : la garantie du département fait des remous

Par Stéphane Farchet le 22 novembre 2012



Michel Mercier, le président du Conseil Général du Rhône, souhaiterait voir votée une garantie d'emprunt de 40 millions en faveur d'OL Groupe pour la construction du Stade des Lumières. Une décision qui fait réagir.

Nouveau tir groupé contre le Grand Stade de l'OL. Michel Mercier, le président du Conseil Général du Rhône, souhaiterait que soit votée la semaine prochaine, lors de la prochaine assemblée départementale, une garantie de 50% d'un emprunt obligataire de 80 millions d'euros que va lever la Foncière du Montout, la filiale d'OL Groupe qui porte la construction de son stade. Une décision qui n'est pas sans provoquer des remous, tant à droite qu'à gauche, et qui mécontente également certains associations comme **l'association de contribuables Canol** et l'association Déplacements Citoyens.

La Canol et Déplacement Citoyens vent debout

« Fidèle à ses bonnes habitudes dépensières, Monsieur Mercier, Président du Conseil Général du Rhône, va proposer aux conseillers généraux de voter une garantie d'emprunt pour la construction de ce stade à hauteur de 40 millions d'euros ! » dénonce notamment la Canol, qui rappelle en outre la situation financière difficile de la collectivité, et le dérapage des coûts du musée des Confluences. Pour l'association Déplacements Citoyens estime que le projet de délibération « est un beau morceau de mensonge et d'hypocrisie. »

Une opposition politique

La majorité départementale, elle, est divisée sur ce dossier. Michel Mercier, sur ce dossier essuie l'opposition de Michel Forissier, le maire de Meyzieu, pourtant vice-président du Conseil Général. Mercier va donc asseoir son vote sur Les écologistes, eux aussi ne sont pas en reste, et appellent dans un communiqué à ce que Jean Michel Aulas lui-même se porte garant, rappelant que depuis le début, le patron de l'OL « répète à l'envi qu'il n'a pas de problème de financement pour le stade ».

« Pourquoi Aulas, qui a une fortune personnelle conséquente, ne garantit pas lui-même cet emprunt? » questionnent les Verts. Etienne Tête, élu écologiste et avocat des paysans expropriés des terres, se montrait tout aussi incisif, dans une interview au journal 20 minutes. « On apprend qu'il y a eu un deal entre Michel Mercier et Gérard Collomb qui aurait offert de financer le musée des Confluences en échange de l'implication du conseil général dans l'OL Land. C'est une pratique inqualifiable. Et cela montre que ce dossier est dans une vraie difficulté financière » expliquait-il.

Un financement privé, « une illusion »

Car la garantie d'emprunt, si elle est accordée par le département, ne résout pas le problème du financement de l'opération, lequel se monte à 450 millions d'euros. Selon Lyon Capitale, Jean-Michel Aulas aurait d'ores et déjà essuyé le refus de deux banques, et aurait même démarché la Caisse des dépôts et des consignations, pour « finaliser son tour de table ». Le site du journal indique enfin que les opposants au projet ont promis que la délibération serait frappée « d'un recours en référé afin d'obtenir son annulation ».